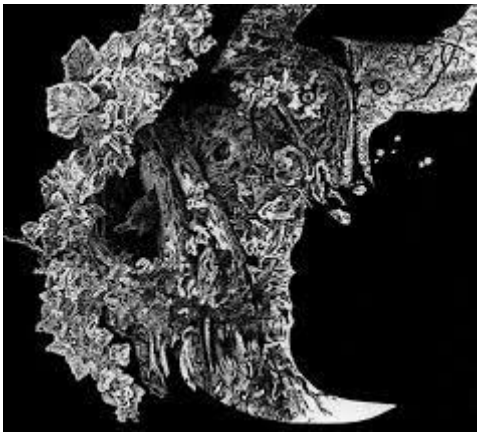
Géographie du combat social

- De la défense du territoire au soulèvement de la terre –



L'une des principales caractéristiques de notre époque est la concentration de la population dans de grandes agglomérations impersonnelles, sans limites, structurées uniquement par des axes routiers, résultat de la mondialisation ou, plus clairement, de la dissolution d'un capitalisme de nations en un capitalisme de régions urbaines interconnectées. Ce phénomène est connu sous le nom de métropolisation. Le type d'établissement qui en résulte, la métropole, détermine une nouvelle forme de relation et de gouvernement, puis une autre culture, individualiste et consumériste, et un autre style de vie, plus artificiel et dépendant, plus industriel et marchandisé, c'est-à-dire déterminé presque entièrement par les impératifs de la tertiarisation productive. En effet, les métropoles sont avant tout les centres d'accumulation du capital les mieux adaptés à la mondialisation des échanges financiers, événement directement responsable des désastres écologiques et sociaux qui nous frappent. L'urbanisation intensive qui les nourrit n'est rien d'autre que la réadaptation violente du territoire aux exigences développementalistes de l'économie mondiale. L'aire métropolitaine est la concrétisation spatiale de la société mondialisée. Dans cette phase, la croissance économique est fondamentalement destructrice, non durable, toxique et donc conflictuelle. Les effets sur la santé physique et mentale de la population concentrée sont terribles et les dégâts environnementaux ressemblent à ceux d'une guerre contre la campagne et la nature : désertification et salinisation des sols, acidification des océans, perturbation des cycles biologiques, pollution de l'air, de l'eau et des sols, accumulation de déchets, gaspillage énergétique, épuisement des ressources, perte de biodiversité, réchauffement climatique, etc. Dans le même temps, les économies indigènes sont ruinées, car la production locale de biens et de nourriture ne peut concurrencer la production industrielle à grande échelle. En conséquence, l'agriculture traditionnelle, la production à petite échelle et les petites entreprises tendent à disparaître au profit des plates-formes logistiques, de l'industrie délocalisée et des grands supermarchés. Comme il est arrivé aux artisans à l'aube du capitalisme moderne, la paysannerie devient superflue et sa culture obsolète. Le territoire est de plus en plus vide et dégradé, les habitants rejetés des villages et des petites villes migrent vers des agglomérations de plus en plus inhabitables où règnent l'inégalité et le déracinement, tandis que les villes moyennes stagnent et déclinent. Maintenant que l'industrie agro-alimentaire est prédominante, le processus de vidage des campagnes peut se poursuivre sans entraves, car il est nécessaire à la conversion complète du territoire en capital, moteur du développement et source majeure de profit.

La question sociale est moins que jamais perçue aujourd'hui comme une question exclusivement liée au travail, le monde du travail ayant perdu sa centralité d'antan. Il ne s'agit pas non plus d'un problème limité aux conglomérats urbains, même si les

conséquences indésirables de la métropolisation – formation de ghettos périphériques, pollution atmosphérique, services publics insuffisants ou inexistants, gentrification, précarité, expulsions, pauvreté, etc. – donnent lieu à de nombreuses protestations. Le territoire, opportunément dépeuplé et férocement déséquilibré et appauvri par les pratiques extractivistes, se diversifie comme source de revenus et acquiert des particularités économiques complémentaires à celles de l'agglomération : réserve de développement, support et contenant d'infrastructures, producteur de ressources énergétiques, lieu d'agriculture industrielle et d'élevage intensif, espace de loisirs, de résidences secondaires ou de tourisme rural... L'agression contre le territoire produit involontairement un déplacement géographique de l'axe des luttes qui, dans les pays turbo-capitalistes, se déroulent pour sa défense. La question sociale réapparaît principalement comme une question territoriale et, étant donné l'exode rural – presque absolu dans l'État espagnol, avec l'abandon consécutif de dizaines de milliers de petites exploitations et de millions d'hectares de terres cultivées –, son expression la plus authentique, mais la plus difficile, est le retour à la campagne. Cependant, un véritable sujet collectif avec un objectif clair, unificateur et transformateur, ne se matérialise pas.

Nulle part les néo-ruraux ne constituent un collectif suffisamment important pour former un sujet politique avec les jeunes locaux, les chercheurs dissidents, les femmes et la paysannerie résiduelle. Le sujet se constitue en ségréguant radicalement un groupe non conformiste afin de construire son monde ; par ailleurs, l'opposition au cancer développementaliste ne s'éloigne pas trop des méthodes conventionnelles. Elle recourt souvent à la médiation avec la politique traditionnelle et accepte la cohabitation avec l'ancien ordre social. Il ne s'agit pas d'administration communale, d'accès populaire à la terre ou de démantèlement de son exploitation industrielle. Malgré tout, sur le territoire, toutes les contradictions du capitalisme et de l'étatisme se déploient plus profondément, mais la domination – le système, le pouvoir, la classe dirigeante – est encore capable de les neutraliser avec des mécanismes de cooptation et des formules de stabilisation dans le style de l' « économie sociale », de la « transition énergétique », de la « décroissance » non conflictuelle ou du « nouveau pacte vert ». La défense du territoire est objectivement anticapitaliste, mais subjectivement elle ne l'est pas encore. L'exode rural a anéanti la société paysanne en Europe et a rendu impossible la communauté d'intérêts dans les campagnes, et donc la formation d'une classe solide et active. C'est pourquoi il existe un sujet à l'état gazeux, concrétisé dans des « entités », des plates-formes ou des coordinations, qui cherche à changer la société sans déranger ses élites et tente de sortir du capitalisme sans défoncer la porte. Et c'est pourquoi la défense actuelle du territoire est incapable de renverser la situation, malgré la contribution non négligeable des masses périurbaines insatisfaites, parce que le but proclamé est seulement de changer de « modèle de développement », en supposant, grâce à une disposition bienveillante des institutions « repensées » ou « réinventées » par on ne sait qui, de ne pas supprimer le capitalisme, la hiérarchie et l'État. En effet, au-dessus de la défense du territoire est suspendue l'épée de Damoclès de l'institutionnalisation, de la promotion des leaders et de l'agitation canalisée. Seul un effondrement urbain pourrait modifier ces contraintes, étant donné que les métropoles sont de plus en plus vulnérables, car les problèmes liés au changement climatique ou les difficultés d'approvisionnement en eau, en électricité, en carburant ou en nourriture pourraient facilement les rendre non viables.

Ce n'est qu'en Amérique latine que certaines conditions historiques d'opposition à ce que les dirigeants appellent « le progrès » ont permis la survie d'une vaste paysannerie, en partie indigène, qui a conservé ses traditions communautaires d'autoproduction, d'autodéfense et d'autogestion. Là-bas, la résistance aux assauts de la mondialisation a pu reconstruire une identité révolutionnaire, c'est-à-dire une classe dangereuse. L'activité éminemment défensive des communautés rurales a placé le problème agraire au centre de la question sociale, irradiant l'influence de la campagne sur les bidonvilles de la ville. De cette façon, la défense du territoire fait un saut qualitatif vers la révolte de la terre et devient un miroir dans lequel la lutte urbaine doit être vue. Politiquement, avec la

revendication du pouvoir de décision – la souveraineté – aux assemblées territoriales autonomes ; économiquement, avec la volonté de transférer les ressources de la métropole vers les campagnes ; socialement, avec des pratiques d'autogestion et d'auto-organisation. Sans doute, dans ce contexte de contradictions émergentes qui empêchent le système dominant de se présenter comme la partie principale de la solution, comme il le fait par ici, l'antagonisme entre la campagne communautaire et l'extractivisme industriel s'accentue, devenant, à la vue de tous, irrésoluble dans le cadre d'un régime capitaliste et étatiste. Chaque pas en avant dans la production et la distribution alternatives, chaque parcelle de terre occupée, chaque hiérarchie abolie, signifieront un pas en arrière pour ce régime, c'est-à-dire pour la domination, de sorte que l'on peut s'attendre à une contre-offensive qui sera logiquement autoritaire dans sa conception et policière, voire militaire, si la situation l'exige, dans sa réalisation.

Je ne conçois pas le soulèvement de la terre comme une simple expression typique de la novlangue de la gauche domestiquée, et je ne crois pas qu'on fasse allusion par elle au soulèvement rhétorique d'un 15-M espagnol[1] ou aux demandes innocentes adressées aux gouvernements par le pseudo-mouvement Extinction-Rébellion ou par des collapsologues patentés. Il faut l'entendre dans son sens littéral : la révolte contre le pouvoir établi d'un large secteur de la population érigé en sujet collectif – en classe – qui veut vivre selon ses désirs, sans médiations extérieures, et poursuit à cette fin des changements sociaux révolutionnaires dans l'économie, la politique et la société. C'est une réponse insurrectionnelle aux conséquences catastrophiques de la croissance économique et aussi l'étape culminante d'un processus de lutte sociale. Dans les pays sans agriculteurs, le processus n'en est qu'à ses débuts ; la voie se cherche par tâtonnements, discussions, libération de l'espace, escarmouches et expériences. L'objectif est une société civile composée de communautés auto-organisées, enracinées dans la terre, séparées autant que possible de l'État et des « marchés », puis désurbanisées, déstabilisées et dé-mondialisées. Ce n'est certainement pas avec des SMS (l'arme de prédilection de Negri), des simulacres de cirque, des plaintes mesurées à l'autorité ou des manuels de collapsologie que l'on y parviendra. Pour sortir du capitalisme, il est nécessaire de l'affronter avec décision. Néanmoins, malgré la multiplication des situations critiques de toutes sortes avec des menaces implicites d'effondrement, le régime capitaliste et étatiste continue de se reproduire, car il trouve de nouveaux alliés avec lesquels persévérer dans la même dynamique de pouvoir et de croissance. Les prédictions apocalyptiques ne le dissuadent pas, bien au contraire. La catastrophe le nourrit. Ainsi, il ne sera jamais arrêté par des parades carnavalesques, des candidatures électorales, des formules associatives prodigieuses ou tout autre type de substitut convivialiste. Tout cela fait partie de son monde.

Comme on disait avant, à la guerre comme à la guerre, s'il faut bien y échapper.

Miguel AMORÓS

15 novembre 2022

[Illustration : Jean-Pierre Paraggio]

– *À contretemps* / Oradek / novembre 2022 –
[http://acontretemps.org/spip.php?article946]

AC

[1] Connu en France sous l'appellation du « Mouvement des Indignés » de 2011. *[NdÉ.]*